

La solution idéale est de laisser chacunE choisir la façon dont il/elle souhaite travailler. CertainEs préfèrent travailler dans la rue, d'autre en appartement, d'autres en vitrines comme en Belgique. Il n'y a aucune raison d'imposer une façon unique d'exercer.

▼ *Vous n'êtes pas déclaré(e)s mais vous payez des impôts. De quoi vivent celles qui partent en retraite ?*

Nous ne sommes pas touTEs déclaréEs. Celles qui le sont payent des impôts, mais nous n'avons aucun droit associé. Quant à la retraite il n'y a qu'à aller au bois de Vincennes et demander à celles qui ont plus de 65 ans ce qu'elles en pensent ... si nous n'avons pas fait nos propres économies il n'y a pas de retraite possible.

▼ *Le livret « Cher client » a été conçu en partenariat avec Santé Canada. Est-ce qu'actuellement, les travailleuses sexuelles du monde entier manifestent leur mécontentement ou il existe des pays où être pute est plus facile ?*

La situation n'est vraiment idéale dans aucun pays. Seule peut-être la Suisse a une situation qui se rapproche le plus de l'idéal. Ce qui est ahurissant c'est que la situation en France est quasiment la pire de tous les pays d'Europe, voire du monde.

▼ *Avant de vous laisser le mot de la fin, j'aimerais que vous contribuiez à mon éducation. Je sais ce qu'est un homme, je sais ce qu'est une femme, je sais ce qu'est une gouine, je sais ce qu'est un homo, je sais ce qu'est un transsexuel mais c'est quoi un transpédégouine ?*

unE Transpédégouine est une personne qui refuse par essence l'assignation de genre dans laquelle il/elle a été placéE à la naissance. Vous vous rappelez bien sur de Simone de Beauvoir : « on ne nait pas femme, on le devient ».

paris, 20 mars 2006,
par cali rise :
zezetta.star@caramail.com

contact du collectif :
Maîtresse Nikita : 06 60 08 34 67
site : www.lesputes.org

interview du collectif *les putes*

Le Collectif "Les Putes" était dans les rues de Paris le 18 Mars 2006 pour la première "Putes Pride", une manière de faire savoir publiquement qu'il existe et que celles et ceux qui tapinent n'acceptent plus le sort qui est le leur.

Cali Rise avec beaucoup de sérieux, délicatesse et d'attention a bien voulu se pencher pour LE MAGUE sur le problème de la prostitution en France en interrogeant maîtresse Nikita à l'heure des nouvelles réglementations d'un certain ministre de l'Intérieur, bien connu des services...



Bonjour... Expliquez-moi ce qui vous a poussé à créer ce collectif Les Putes ?

Nous sommes allés Thierry et moi à la conférence des travailleuSEs du sexe à Bruxelles mi-octobre dernier. Cette conférence rassemblait 300 travailleuSEs du sexe venuEs de toute l'Europe. Nous avons eu, enfin, le sentiment d'appartenir à une communauté Pute. Lors de cette conférence, nous avons rédigé une déclaration des travailleuSEs du sexe et un Manifeste de revendications. Nous sommes aussi rendu compte que la situation en France était aussi dramatique qu'en Russie, contrairement à beaucoup d'autres pays européens. La loi pour la sécurité intérieure, votée en mars 2003, nous a placéEs dans une situation de précarité et d'insécurité véritablement catastrophique. En pénalisant le racolage passif, 2 mois de prison et 3750 euros d'amende, tout en ne le définissant pas, cette loi a laissé à la police la libre appréciation de ce qu'est le racolage passif.

Les agressions par la police sont devenues monnaie courante, ainsi que les menaces, le racket, les viols, etc. Il nous est apparu clairement que la situation demandait un mode d'action différent de ce qui existait en France, et nous avons créé le groupe Les Putes, qui est un groupe activiste dont l'objet est de porter nos revendications politiques, et en premier lieu notre exigence d'abrogation de la LSI, mais aussi de lutter contre la putophobie qui nous stigmatise au sein de la société, ainsi que d'être un groupe d'auto support. En France, on n'entend que des abolitionnistes ou

des prohibitionnistes. Nous sommes Putes, nous en sommes Fières et nous refusons de nous laisser abolir.

▼ Pour faire partie de ce mouvement, il faut obligatoirement se prostituer ? Existe-t-il une adhésion annuelle et dans ce cas, quel est son montant ?

Pour l'instant, aucune cotisation n'est demandée, lorsque nous en avons besoin, nous faisons une « quête » pour financer nos besoins.

Le groupe est « non mixte », c'est-à-dire composé uniquement de travailleuSEs du sexe. Nous considérons que nous sommes les expertes de notre métier et que c'est à nous de nous exprimer. Nous ne sommes pas que belles, nous en avons assez qu'on nous prenne pour des conNEs, des coupables et des victimes. Des problèmes graves existent dans notre activité, le proxénétisme, la traite, les violences, etc. Il faut lutter contre, mais un grand nombre d'entre nous sont dans ce métier par choix et sont indépendantes. Nous refusons les amalgames entre prostitution et esclavage, entre prostitution et pédophilie, etc.

▼ La prostitution existe depuis la nuit des temps. Le mot pute a plutôt une connotation négative pour notre société judéo-chrétienne alors qui l'a choisi comme nom pour votre mouvement ? Et pourquoi justement celui-ci ?

L'insulte « pute » est sûrement la plus péjorative. Les tabous du sexe et de l'argent sont parmi les plus forts dans notre société hétérocentrée et patriarcale. Pour lutter contre la discrimination dont nous sommes l'objet, donc pour lutter contre la putophobie, nous avons donc repris cette injure en nous la réappropriant en en faisant une Fierté, d'où le nom du groupe. En ce point notre combat rejoint d'ailleurs celui des féministes contre le sexisme.

▼ Frappons un grand coup et faisons valser toute cette hypocrisie ambiante : la véritable pute n'est-ce pas la femme mariée qui sous couvert de relations sexuelles « respectables » accepte ensuite des cadeaux de son époux sans se rendre compte que son attitude est la même que celle d'une prostituée ?

En fait, non. La principale différence entre les « gratuites » et nous c'est que nous ne vendons pas notre corps, ni ne le louons. Nous proposons des services à caractère sexuel, nous ne « faisons pas l'amour » avec

nos clients. Nous sommes libres d'accepter ou de refuser un client. Notre corps nous appartient et au moins nous ne sommes pas hypocrites.

▼ Depuis la loi Sarkozy, beaucoup d'entre vous ont disparu des rues. D'après vous qui protège-t-elle en réalité ?

Face à l'insécurité croissante, face aux agressions policières, beaucoup d'entre nous ont été contraintes à quitter « le trottoir », ou les lieux traditionnels comme le bois de Boulogne, pour aller travailler en appartement, et se retrouver ainsi isolées, ou en forêt de Sénart ou de Fontainebleau pour se retrouver sous la coupe de proxénètes qui demandent 300 euros par jour pour nous laisser travailler. Cette loi a ainsi eu comme effet de favoriser le proxénétisme et la traite, et nous a misEs en danger.

▼ De nos jours, est-il encore difficile d'avoir des papiers en règle quand on est transsexuel ?

Pour les trans' la situation est encore plus difficile. Les procédures de changement d'Etat Civil sont extrêmement longues et pénibles, et la loi impose d'être opéréE pour obtenir des papiers conformes à notre identité. Mais cela ne concerne pas que les prostituéEs ; c'est la transphobie qui rend la situation encore plus pénible.

▼ Vous réclamez une sorte de convention collective avec un tarif minimum pour une passe. Est-ce que toutes les travailleuses du sexe vont être d'accord ?

Ce que nous réclamons d'abord c'est un véritable statut et la possibilité d'exercer notre métier en toute sécurité et indépendance. Faut-il une convention collective ? il faut en discuter, mais ce qui est important c'est de pouvoir défendre nos droits. Nous demandons « simplement » l'application des droits de l'homme que la France a signés, ainsi que du code du travail qui en particulier interdit tout travail forcé. Quant au prix des passes, il est clair que nous avons touTEs intérêt à maintenir un minimum. Faut-il réglementer sur ce sujet je n'en suis pas certaine mais pourquoi pas ?

▼ J'aimerais comprendre une chose : vous refusez les maisons closes parce que ce sont plus des lieux d'esclavage qu'autre chose et vous n'acceptez pas de ne plus travailler dans la rue. Selon vous quelle(s) sera(en)t la/les solution(s) idéal(e)s ?